

**Une voix:** C'est un prétexte.

**M. Lewis:** Si le député prétend que «c'est un prétexte», je répondrai que beaucoup de ceux qui m'ont parlé de la sorte ne sont pas des séparatistes, qu'ils sont contre le séparatisme et ont le cœur brisé des maux que la province de Québec a soufferts l'automne dernier par suite des mesures prises par le gouvernement. Je suis d'avis que toute autre mesure répressive qu'on inscrirait dans la loi pour remplacer la loi sur l'ordre public (mesures temporaires), même si elle n'était pas utilisée, ne ferait qu'encourager les forces de désunion dans la province de Québec et dans l'ensemble du Canada.

**M. Woolliams:** Et que rendre un mauvais service.

**M. Lewis:** Et que rendre un mauvais service à notre population. Que s'est-il passé depuis l'automne? Le député de Calgary-Nord (M. Woolliams) en a parlé à fond et avec éloquence. Qu'il me soit permis de consacrer quelques instants à ce sujet. Nous étions devant cette énorme menace d'insurrection appréhendée, de l'avis du gouvernement, et je reviendrai dans un instant sur ce sujet. Nous disposions de tous les pouvoirs aux termes de la loi sur les mesures de guerre, ainsi que sous l'autorité de la loi sur l'ordre public. On a appréhendé au total environ 500 personnes. On en a relâché au total environ 440. Près de 60 ont été inculpées et la plupart des accusations furent portées aux termes du Code criminel.

Où se trouvait l'énorme menace d'insurrection? Où sont ces 1,000 ou 3,000 membres du FLQ que le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand) a sans vergogne mentionnés à la radio de Vancouver? Où sont donc ceux qui se sont infiltrés dans toutes les structures de la vie canadienne, à en croire une autre insinuation éhontée de ce même ministre à la Chambre? Nous avons lancé la Gendarmerie royale du Canada, la sûreté provinciale, la police municipale et des milliers de nos soldats dans l'entreprise. Quel en a été le résultat? Ils ont capturé environ 490 personnes, dont 440 étaient complètement et absolument innocentes.

● (8.40 p.m.)

De quel genre d'insurrection appréhendée s'agissait-il? De quelle malhonnêteté le gouvernement s'est-il rendu coupable en faisant croire au pays qu'il y avait effectivement une insurrection appréhendée au Québec? Ensuite, on nous a raconté qu'il y avait des armes, de la dynamite et des mitrailleuses à droite et à gauche. Puis il y eut tous ces pouvoirs de perquisition. Comme le dossier Z qu'on a récemment présenté à un congrès de journalistes l'a montré, la police a perquisitionné partout. Et qu'a-t-elle trouvé? Elle a trouvé, si je ne m'abuse et que l'on corrige si je me trompe, quelque 30 armes hétéroclites dont deux couteaux de chasse, une carabine rouillée et quelques centaines de bâtons de dynamite.

Ou bien le premier ministre (M. Trudeau) et les ministériels racontent des blagues, ou bien tous les corps policiers, y compris l'armée, ont fait preuve d'une monumentale incompétence. J'opterais pour la première hypothèse car je ne crois pas que la GRC, la Sûreté du Québec, la police municipale et l'armée soient totalement incompétentes. Je crois plutôt que le gouvernement a été pris de

panique pour la raison que je mentionnerai dans un instant et qu'il a fait une mise en scène pour justifier une initiative que la vérité et la réalité ne pouvaient motiver.

C'est ce qui est arrivé l'automne dernier. Pourquoi a-t-on agi l'automne dernier? Je répète ce que j'ai dit à l'époque. Ce ne sont pas des histoires que je raconte; il s'agit de conclusions légitimes, valables et logiques des propos tenus à la Chambre et ailleurs. Qu'a-t-on dit pour étayer la thèse de l'insurrection appréhendée? On a dit que le FLQ comptait un millier de membres. C'était évidemment une exagération sans pareille. On a dit qu'il y avait des tonnes—ce sont les termes dont on s'est servi—des tonnes d'armes sur tout le territoire. Évidemment, ce n'était pas le cas. C'était une exagération sans égale. On a dit qu'il y avait assez de dynamite cachée partout pour faire sauter tout le monde. C'était évidemment une exagération. On nous a dit, selon les termes du ministre de la Justice (M. Turner), qu'il y avait une érosion de l'opinion au Québec. Le premier ministre (M. Trudeau) a dit qu'il y avait de la confusion dans la province de Québec. Le ministre de l'Expansion économique régionale a dit que le FRAP était un groupement subversif.

**L'hon. M. Stanfield:** On a dû appréhender une insurrection de la part du gouvernement.

**M. Lewis:** C'est ce qu'on nous a dit. Puis le gouvernement a frappé le filon. Il a eu vent d'une conversation qui avait eu lieu dans les bureaux de Claude Ryan du journal *Le Devoir*. Il a su que des éditorialistes et d'autres personnes réunies dans une pièce avaient discuté de façon théorique de la possibilité d'un affaiblissement et même du renversement du gouvernement Bourassa. Le gouvernement saisit l'occasion de répandre insidieusement une autre rumeur afin de justifier son objectif inadmissible. Les deux ministres—je l'ai dit à la Chambre l'automne dernier—au moins deux parmi les personnes directement concernées, m'ont parlé du lancement de ces rumeurs, l'un à un cocktail, l'autre ailleurs et ils m'ont dit qu'il y avait eu à Montréal une tentative pour former un gouvernement parallèle.

Le premier ministre a joué d'astuce d'une façon que j'ai trouvé admirable, quoique je l'admire de moins en moins à cause de ce qu'il fait au pays. Avec beaucoup de finesse, il n'a jamais nié la rumeur. Au contraire, encore l'autre jour au cours d'une entrevue pour l'émission *Week-end*—qui doit être télévisée dimanche prochain, je crois—il a repris cette insinuation malveillante. En réponse à une question à ce sujet, il a répondu que des gens, à Montréal, avaient voulu établir un gouvernement parallèle.

A diverses reprises, le premier ministre en a parlé lors de visites rendues à des universités au Canada, en Grande-Bretagne ou ailleurs et au cours d'entretiens avec des étudiants, de même que le ministre de la Justice en a parlé à une université canadienne ou à Oxford. Il a dit aussi une foule de choses en discutant la situation nationale, en exposant les événements qui entoureraient la chute du gouvernement et la nature d'un gouvernement parallèle. Il le fait probablement encore. Cela se passe constamment.